

LES PETITS SOULIERS PALESTINIENS DE BRUXELLES

El Qods, pas du tout l'an prochain

Le 23 septembre prochain, veto américain et louvoiments européens enverront aux calendes grecques, sinon arabes, ce qui serait pire, la constitution d'un Etat palestinien.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

L'UE sortira-t-elle vivante de l'épreuve ? Peut-on être à la tête de l'expédition punitive en Cyrénaïque et en Tripolitaine et se la fermer, se le tenir pour dit en Israël ?

Bruxelles le sait mais n'a pas le secret pour faire passer la couleuvre.

Les tractations vont bon train, ici, pour qu'entre Européens, il se dégage une position commune par rapport à la reconnaissance ou pas de l'Etat palestinien. L'échéance pour rendre publique la décision est proche, toute proche. Dangereusement proche pour les 27. Sur la question, on le

sait, tout le monde le sait, l'Union européenne est divisée. L'Allemagne a dit non à la proclamation unilatérale de la Palestine, le Royaume-Uni ne se voit pas, personne d'ailleurs n'envisage l'éventualité, en porte-à-faux des Etats-Unis.

Ces derniers ont, depuis belle lurette, annoncé leur intention d'opposer leur veto à la doléance indépendantiste de Mahmoud Abbas. Chez les 27, sur la question, il y a un vrai malaise, une très grande gêne qui peut se matérialiser par l'éclatement fracassant des contradictions. Aujourd'hui, il y a un paradoxe majeur, visible, que nul ne peut cacher. Pas même la roublardise légendaire des diplomates fran-

çaise et britannique. Aujourd'hui à la pointe de la coalition en Libye au nom des «droits de l'Homme» et du «secours d'un peuple en souffrance» (le peuple libyen, ndlr), Paris et Londres peuvent, difficilement, ne pas aller dans le sens de la reconnaissance de l'Etat palestinien.

Le pourront-ils ? Si tant est, toutefois, qu'ils le veuillent ? Pas si sûr.

Depuis 1948, date de naissance d'Israël, le droit international a toujours protégé les intérêts, les desiderata et les caprices, souvent meurtriers, de l'Etat hébreux.

Il est vrai que, présentement, le printemps dit arabe change quelque peu la donne. L'Europe peut-elle défendre ici ce qu'elle nie là-bas ou vice-versa ? Ce qui revient au même.

Pourtant, c'est ce qui risque d'arriver le 23 septembre pro-



Photos : DR

Paris et Londres reconnaîtront-ils l'Etat palestinien ?

chain à New York. L'Assemblée générale, une majorité de nations, reconnaîtra l'Etat palestinien.

Au Conseil de sécurité, la Russie et la Chine iront dans le sens de la reconnaissance. Les Etats-Unis opposeront un cin-

glant veto. Le Royaume-Uni et la France tergiverseront, s'abstiendront, sans doute, ce qui revient à soutenir Tel-Aviv. Puis, au parloir de l'enceinte onusienne, l'Europe des 27 annoncera qu'elle préfère «privilégier» les contacts directs entre Palestiniens et Israéliens.

Mort à Gueddafi, aux troussees de Bachar El Assad, c'est ça l'urgence des urgences. La Palestine attendra. Ce n'est quand même pas «demain El Qods».

A. M.

TURQUIE

Trois morts et 15 blessés dans un attentat dans le centre d'Ankara

Trois personnes ont été tuées et 15 autres blessées dans un attentat survenu hier dans le centre d'Ankara, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur Idris Naim Sahin, évoquant une attaque «terroriste».

«Trois personnes ont perdu la vie. Il y a aussi 15 blessés, dont cinq grièvement touchés», a-t-il indiqué à la presse. Le ministre a dit qu'il s'agissait «fort probablement» d'une attaque «terroriste», terme employé par les autorités turques pour désigner les actes des rebelles kurdes.

Des procureurs de la branche antiterroriste du parquet d'Ankara ont conclu également au fait qu'il s'agissait d'une attaque de nature «terroriste», selon les chaînes de télévision.

Une puissante explosion s'est produite vers 8h30 GMT dans le quartier commerçant de Kizilay, dans le cœur de la capitale turque, fréquenté chaque jour par des dizaines de milliers de gens, et a été entendue à des kilomètres à la ronde, provoquant un mouvement de panique.

Le chef de l'Etat Abdullah Gül, en visite en Allemagne, a lui aussi parlé d'une attaque «terroriste perpétrée par des gens inhumains», a rapporté l'agence de presse Anatolie.

Ankara est la deuxième ville de Turquie après Istanbul et compte plus de quatre millions d'habitants. De nombreuses ambulances ont été dépêchées sur les lieux de l'explosion qui ont été bouclés par la police. Les chaînes de télévision ont fait état de blessés ayant eu des membres arrachés.

L'explosion a eu lieu devant un bâtiment officiel, la sous-préfecture de Cankaya, plus grand district d'Ankara. D'autres bâtiments publics, comme celui de la Cour de cassation, ainsi que des arrêts de bus sont également situés à proximité. La déflagration a endommagé six véhicules

et brisé les vitres de nombreux bâtiments aux alentours. M. Sahin a indiqué qu'une première grande explosion avait eu lieu dans une voiture, provoquant un incendie qui s'est propagé ensuite à d'autres véhicules garés à proximité, ce qui renforcerait la thèse d'un attentat à la voiture piégée évoquée par le vice-Premier ministre Bülent Arinç. «Une voiture a pris feu, selon les informations il y avait une bombe à l'intérieur», a-t-il indiqué.

Les rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mènent depuis 27 ans des actions armées, ont, par le passé, engagé de telles attaques dans les grandes villes turques. C'est généralement un groupe kurde armé, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), organisation liée au PKK, selon les autorités turques, qui reven-



L'explosion a été entendue à des kilomètres à la ronde.

dique les attaques dans les zones urbaines. Les autorités turques affirment que cette organisation sert de prête-nom au PKK quand celui-ci commet des attentats pouvant encourir la désapprobation populaire, notamment quand des civils sont tués. Le PKK rétorque que les TAK sont constitués d'éléments incontrôlés ayant quitté ses rangs. L'explosion d'hier intervient alors que la Turquie men-

ce de lancer une incursion terrestre dans le nord de l'Irak contre les bases du PKK qui a multiplié depuis le début de l'été ses attaques dans le sud-est anatolien, théâtre habituel de ses opérations. L'aviation turque a bombardé à plusieurs reprises depuis le 17 août la montagne irakienne où seraient retranchés environ 2 000 combattants de ce mouvement qualifié de «terroriste» par de nombreux pays.

ONU

Levée du nouveau drapeau libyen à Genève

Le nouveau pavillon libyen, rouge, noir et vert, frappé d'un croissant et d'une étoile de couleur blanche, a été hissé hier dans l'allée des Drapeaux du Palais des nations à Genève.

L'ambassadeur de la nouvelle Libye auprès de l'ONU, Ibrahim Aldredi, la main sur le cœur et entouré de diplomates a entonné l'hymne libyen, repris par un groupe de compatriotes massés devant les grilles. «C'est un moment vraiment émouvant pour moi de voir flotter ce drapeau aux trois couleurs, c'est un symbole vraiment fort pour nous tous», a-t-il dit à l'AFP. «Je souhaite que la nouvelle Libye libre soit un pays digne où les droits de l'homme seront respectés», a-t-il ajouté. L'ensemble de la mission libyenne auprès de l'ONU

à Genève, dont M. Aldredi faisait partie, avait fait défection le 25 février dernier en pleine session extraordinaire sur la Libye du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Peu avant ce coup de théâtre, le diplomate libyen avait obtenu des membres du Conseil qu'ils observent une minute de silence pour les «martyrs» de son pays morts depuis le début de la répression du régime Khadafi contre la révolte populaire.

Pour M. Aldredi, Mouammar Kadhafi «se cache quelque part dans un lieu souterrain, mais sa fin est proche». Le nouveau drapeau libyen, emblème de l'ancienne monarchie du roi Idris 1^{er} repris par les rebelles, a été hissé pour la première fois lundi devant les Nations Unies à New York.

QATAR

Le directeur général d'Al-Jazeera présente sa démission

Le directeur général d'Al-Jazeera, Wadah Khanfar, a présenté sa démission après 8 ans à la tête de ce puissant groupe médiatique, dans un message adressé au personnel et dont l'AFP a obtenu hier une copie. «J'avais déjà informé le président du Conseil d'administration (d'Al-Jazeera) de ma volonté de quitter ma fonction administrative au bout de huit ans, et il a été compréhensif», écrit dans son message M. Khanfar, qui dirige Al-Jazeera depuis 2003. Née fin 1996 par la volonté du Qatar, un petit émirat gazier du Golfe aux grandes ambitions, et semblant disposer de moyens illimités, la chaîne satellitaire Al-Jazeera a révolutionné le paysage télévisuel arabe, dominé jusqu'alors par les chaînes étatiques.

En l'espace de quatorze ans d'existence, Al-Jazeera s'est imposée comme un acteur incontournable dans le monde arabe, donnant la parole à l'antenne aux opposants de tous bords.

Aujourd'hui, outre la chaîne d'information en continu qui dispose d'un réseau mondial de correspondants, Al-Jazeera dispose également d'une chaîne d'information en continu en anglais, d'une chaîne consacrée aux documentaires, d'une autre au sport, d'une réservée au direct et d'une chaîne pour enfants.